

No. 28556

**UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
and
NIGER**

Exchange of notes constituting an agreement concerning certain commercial debts (with annex) (The United Kingdom/Niger Debt Agreement No. 6 (1988)). Abidjan, 8 December 1989 and Niamey, 6 April 1990

Authentic text: French.

Registered by the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland on 13 January 1992.

**ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE
ET D'IRLANDE DU NORD
et
NIGER**

Échange de notes constituant un accord relatif à certaines dettes commerciales (avec annexe) [Accord n° 6 (1988) entre le Royaume-Uni et le Niger relatif à des dettes]. Abidjan, 8 décembre 1989 et Niamey, 6 avril 1990

Texte authentique : français.

Enregistré par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord le 13 janvier 1992.

ÉCHANGE DE NOTES CONSTITUANT UN ACCORD¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU NIGER RELATIF À CERTAINES DETTES COMMERCIALES [ACCORD N° 6 (1988) ENTRE LE ROYAUME-UNI ET LE NIGER RELATIF À DES DETTES]

I

L'Ambassadeur de Sa Majesté (résident à Abidjan) à l'Ambassadeur de la République du Niger

AMBASSADE BRITANNIQUE

Abidjan, le 8 décembre 1989

Excellence,

J'ai l'honneur de me référer au procès-verbal agréé relatif à la consolidation de la dette de la République du Niger qui a été signé à la Conférence tenue à Paris le 16 décembre 1988 et d'informer votre Excellence que le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord est disposé à accorder un allègement de dette au Gouvernement de la République du Niger suivant les modalités et conditions énoncées à l'annexe ci-jointe.

Si ces modalités et conditions sont acceptables par le Gouvernement de la République du Niger, j'ai l'honneur de proposer que la présente note, accompagnée de son annexe, et votre réponse à cet effet constituent un accord entre les deux Gouvernements à ce sujet, qui s'intitulera " Accord N° 6 (1988) entre le Royaume-Uni et le Niger relatif à des dettes " et entrera en vigueur à la date de votre réponse.

J'ai l'honneur de faire part à votre Excellence de l'assurance de ma plus haute considération.

V. E. SUTHERLAND

¹ Entré en vigueur le 6 avril 1990, date de la note de réponse, conformément aux dispositions desdites notes.

ANNEXE

SECTION I

Définitions et interprétation

- (1) Dans la présente annexe, à moins qu'une intention contraire ne soit évidente, on entend:
- (a) par "procès-verbal agréé", le procès-verbal agréé relatif à la consolidation de la dette de la République du Niger qui a été signé à la Conférence tenue à Paris le 16 décembre 1988;
 - (b) par "la période de consolidation", la période allant du 1er janvier 1989 au 31 décembre 1989 inclus;
 - (c) par "contrat", un contrat, ou tout accord complémentaire audit contrat, conclu avant le 1er juillet 1983, auquel le débiteur et un créancier sont parties et qui porte soit sur la vente de biens et/ou de services, en provenance de l'extérieur, à un acheteur au Niger, soit sur le financement d'une telle vente et qui, dans l'un ou l'autre cas, accordait ou autorisait un crédit au débiteur sur une période de plus d'un an;
 - (d) par "créancier", une personne physique ou un groupe de personnes ou une personne morale résidant ou exerçant des activités économiques au Royaume-Uni ou l'un quelconque de leurs successeurs en titre;
 - (e) par "dette", toute dette à laquelle les dispositions de la présente annexe sont applicables en vertu des dispositions de la section 2;
 - (f) par "débiteur", le Gouvernement du Niger (en tant que débiteur primaire ou en tant que garant);
 - (g) par "le Département", le Département des garanties de crédits à l'exportation (Export Credits Guarantee Department) en la personne du ministre compétent du Gouvernement du Royaume-Uni ou tout autre service du Gouvernement du Royaume-Uni que ledit Gouvernement désignerait par la suite aux fins de la présente annexe;
 - (h) par "le Premier Accord", l'accord entre le Gouvernement du Royaume-Uni et le Gouvernement du Niger relatif à certaines dettes commerciales signé le 11 octobre 1984¹;
 - (i) par "le Gouvernement du Niger", le Gouvernement de la République du Niger;
 - (j) par "le Gouvernement du Royaume-Uni", le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord;
 - (k) par "échéance", pour une dette spécifiée à l'alinéa (a) du paragraphe (1) de la section 2, la date prévue pour son remboursement en vertu dudit alinéa, ou, pour une dette spécifiée à l'alinéa (b) du paragraphe (1) de la section 2, la date prévue pour son paiement ou son remboursement en vertu du contrat y afférent ou en vertu d'un billet à ordre ou d'une lettre de change établis conformément audit contrat;
 - (l) par "le Ministère", le Ministère des Finances du Niger ou toute autre institution que le Gouvernement du Niger désignerait aux fins de la présente annexe;

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1423, p. 000.

- (m) par “taux de référence”, la moyenne des taux cotés au Département par trois banques qui doivent être convenues par le Département et par le Ministère, auquel des dépôts semestriels en sterling sont faits auxdites banques par des banques principales sur le Marché interbancaire de Londres à 11h00 (heure de Londres) deux jours ouvrables avant le commencement, chaque année, de la période d'intérêt applicable;
- (n) par “le Deuxième Accord”, l'accord entre le Gouvernement du Royaume-Uni et le Gouvernement du Niger relatif à certaines dettes commerciales signé le 7 mars 1985¹;
- (o) par “le Troisième Accord”, l'accord entre le Gouvernement du Royaume-Uni et le Gouvernement du Niger relatif à certaines dettes commerciales signé le 25 septembre 1986²;
- (p) par “Royaume-Uni”, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et, aux fins de l'alinéa (d) du paragraphe (1) de la section 1, y compris les îles Anglo-Normandes et l'île de Man.
- (2) Toutes les références aux intérêts, sauf celles aux intérêts contractuels, concernent les intérêts accumulés de jour en jour et calculés sur la base de jours effectivement écoulés et d'une année de 365 jours.
- (3) Là où le contexte de la présente annexe le permet, les mots paraissant sous la forme d'un singulier comprennent également le pluriel et vice-versa.
- (4) A moins d'une indication contraire, une référence à une section spécifiée est interprétée comme une référence à ladite section spécifiée de la présente annexe.
- (5) Les titres des sections ne sont là que pour des facilités de référence.

SECTION 2

La dette

- (1) Sous réserve des dispositions du paragraphe (2) de la présente section et du paragraphe 3 de l'article IV du procès-verbal agréé, les dispositions de la présente annexe s'appliquent:
- (a) à tout montant en principal ou en intérêts payable en vertu du Premier, Deuxième ou Troisième Accord qui est venu ou doit venir à échéance durant la période de consolidation et demeure impayé; et
- (b) à tout montant, qu'il s'agisse du principal ou des intérêts contractuels accumulés jusqu'à l'échéance, dû par le débiteur à un créancier et qui:
- (i) est né en vertu ou en conséquence d'un contrat;
 - (ii) est venu ou doit venir à échéance de paiement durant la période de consolidation et demeure impayé;
 - (iii) est assorti, en ce qui concerne son paiement, d'une garantie souscrite par le Département, selon les termes du contrat;
 - (iv) n'est pas libellé, aux termes du contrat, en francs CFA;
 - (v) ne correspond pas à un montant payable au moment ou à titre de condition de l'annulation ou de la résolution du contrat; et

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1427, p. 000.

² *Ibid.*, vol. 1555, n° I-27029.

(vi) ne correspond pas à un montant payable en vertu de l'un ou l'autre des accords entre le Gouvernement du Royaume-Uni et le Gouvernement du Niger relatifs à certaines dettes commerciales signés les 18 janvier 1988¹ et 5 septembre 1988².

(2) Dès que possible, le Département et le Ministère agréent et élaborent une liste des dettes ("la liste des dettes") auxquelles la présente annexe est applicable en vertu des dispositions de la présente section. La liste des dettes peut être revue de temps à autre à la demande du Département ou du Ministère, mais des additions ou des modifications ne doivent pas y être apportées sans l'accord du Département aussi bien que du Ministère. Le fait que des retards sont apportés à l'élaboration de la liste des dettes n'empêche ni ne retarde la mise en oeuvre des autres dispositions de la présente annexe.

SECTION 3

Paiement en vertu des Accords 1 à 3

Pour autant qu'elles concernent le paiement d'une dette quelconque, les dispositions des Premier, Deuxième et Troisième Accords cessent de s'appliquer au moment de l'entrée en vigueur du présent accord.

SECTION 4

Régime de transfert

Conformément aux dispositions du paragraphe (1) de la section 6, le Gouvernement du Niger verse au Département: 100 pour cent de chaque dette visée à la présente annexe en douze tranches semestrielles égales et consécutives, à compter du 31 décembre 1997.

SECTION 5

Intérêts

(1) Les intérêts sont considérés comme ayant couru et courent sur la portion non payée de chaque dette pendant la période allant de l'échéance jusqu'au règlement de cette dette au moyen de versements au Département conformément à la section 4 et sont perçus pour la même période.

(2) Le Gouvernement du Niger est tenu de payer et paie au Département, conformément aux dispositions du paragraphe (1) de la section 6 et aux dispositions de la présente section, des intérêts sur chaque dette, dans la mesure où elle n'a pas été réglée au moyen de versements au Département au Royaume-Uni en vertu de la section 4. Ces intérêts sont versés au Département, semestriellement, les 30 juin et 31 Décembre (les "dates d'échéance") chaque année, à compter du 31 décembre 1989.

(3) Tous les intérêts accumulés jusqu'à chaque date d'échéance payables conformément aux dispositions de la présente section, sont payés au taux de 3,0 pour cent au-dessous du taux de référence applicable à chaque période d'intérêt de six mois commençant à la date d'échéance de la dette concernée.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1576, n° I-27520.

² *Ibid.*, vol. 1640, n° I-28177.

(4) Si tout montant d'intérêts payables conformément aux dispositions du paragraphe (2) de la présente section n'est pas payé à la date d'échéance appropriée, des intérêts sur ledit montant d'intérêts échus deviennent alors payables au taux de 0,5 pour cent au-dessus du taux de référence et courent de jour en jour à partir de la date d'échéance appropriée jusqu'à la date de réception du paiement par le Département.

SECTION 6

Versements au Département

(1) Au moment où les paiements arrivent à échéance aux termes des sections 4 et 5, le Ministère organise le versement, sans déduction pour impôts, redevances ou autres taxes publiques ou toutes autres charges à payer au Niger ou hors du pays, des montants nécessaires en sterling au Département au Royaume-Uni sur un compte dont le Département notifie les détails au Ministère. A cet égard, le Département est considéré comme agissant en tant que représentant de chaque créancier concerné.

(2) Le Ministère donne au Département tous les détails des dettes et/ou des intérêts auxquels les transferts ont trait.

SECTION 7

Echanges d'informations

Le Département et le Ministère échangent toutes les informations requises pour l'application de la présente annexe.

SECTION 8

Autres règlements de dettes

(1) Le Gouvernement du Niger s'engage à respecter ses obligations en vertu de l'article III du procès-verbal agréé et convient d'accorder au Gouvernement du Royaume-Uni des conditions non moins favorables que celles convenues avec tout autre pays créancier, nonobstant toute disposition contraire de la présente annexe.

(2) Les dispositions du paragraphe (1) de la présente section ne s'appliquent pas aux questions relatives au paiement des intérêts fixés par la section 5.

SECTION 9

Maintien des droits et obligations

La présente annexe et son application n'affectent pas les droits et obligations de tout créancier en vertu d'un contrat, autres que les droits et obligations pour lesquels le Gouvernement du Royaume-Uni est autorisé respectivement à agir au nom dudit créancier et à l'engager.

II

*Le Ministre des finances du Niger à l'Ambassadeur de Sa Majesté
(Résident à Abidjan)*

LE MINISTRE DES FINANCES
NIAMEY

6 avril 1990

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de votre Excellence du 8 Décembre 1989, qui est formulée comme suit:

[*Voir note I*]

Je vous confirme que les modalités énoncées à l'annexe de votre note sont acceptables par le Gouvernement de la République du Niger at que votre note, accompagnée de son annexe et la présente réponse, constitue un accord entre nos deux Gouvernements à ce sujet, qui s'intitule " Accord N° 6 (1988) entre le Royaume-Uni et le Niger, relatif à des dettes et entre en vigueur ce jour.

Je vous prie, Excellence de croire à l'assurance de ma très haute considération.

WASSALKE BOUKARI

[TRANSLATION¹ — TRADUCTION²]

EXCHANGE OF NOTES CONSTITUTING AN AGREEMENT³ BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF NIGER CONCERNING CERTAIN COMMERCIAL DEBTS (THE UNITED KINGDOM/NIGER DEBT AGREEMENT (No. 6 (1988)))

I

Her Majesty's Ambassador (Resident at Abidjan) to the Ambassador of the Republic of Niger

BRITISH EMBASSY
ABIDJAN

8 December 1989

Excellency,

I have the honour to refer to the Agreed Minute on the Consolidation of the Debt of the Republic of Niger which was signed at the Conference held in Paris on 16 December 1988, and to inform your Excellency that the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland are prepared to provide debt relief to the Government of the Republic of Niger on the terms and conditions set out in the attached Annex.

If these terms and conditions are acceptable to the Government of the Republic of Niger, I have the honour to propose that this Note together with its Annex and your reply to that effect shall constitute an Agreement between the two Governments in this matter which shall be known as "The United Kingdom/Niger Debt Agreement No. 6 (1988)" and shall enter into force on the date of your reply.

I have the honour to convey to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

V. E. SUTHERLAND

¹ Translation supplied by the Government of the United Kingdom.

² Traduction fournie par le Gouvernement du Royaume-Uni.

³ Came into force on 6 April 1990, the date of the note in reply, in accordance with the provisions of the said notes.

SECTION I

Definitions and Interpretation

- (1) In this Annex, unless the contrary intention appears:
- (a) “Agreed Minute” means the Agreed Minute on the Consolidation of the Debt of the Republic of Niger which was signed at the Conference held in Paris on 16 December 1988;
 - (b) “the Consolidation period” means the period from 1 January 1989 to 31 December 1989 inclusive;
 - (c) “Contract” means a contract, and any agreement supplemental thereto, entered into before 1 July 1983, the parties to which include the Debtor and a Creditor and which is either for the sale of goods and/or services from outside Niger to a buyer in Niger, or is in respect of the financing of such a sale, and which in either case granted or allowed credit to the Debtor for a period exceeding one year;
 - (d) “Creditor” means a person or body of persons or corporation resident or carrying on business in the United Kingdom, or any successor in title thereto;
 - (e) “Debt” means any debt to which, by virtue of the provisions of Section 2, the provisions of this Annex apply;
 - (f) “Debtor” means the Government of Niger (whether as primary debtor or as guarantor);
 - (g) “the Department” means the Secretary of State of the Government of the United Kingdom acting through the Export Credits Guarantee Department or any other Department of the Government of the United Kingdom which that Government may subsequently nominate for the purpose hereof;
 - (h) “the First Agreement” means the Agreement between the Government of the United Kingdom and the Government of Niger on Certain Commercial Debts signed on 11 October 1984;¹
 - (i) “the Government of Niger” means the Government of the Republic of Niger;
 - (j) “the Government of the United Kingdom” means the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland;
 - (k) “Maturity” in relation to a Debt specified in Section 2(1)(a) means the due date for repayment thereunder, or, in relation to a Debt specified in Section 2(1)(b) means the due date for the payment or repayment thereof under the relevant Contract, or on a promissory note or bill of exchange drawn up pursuant thereto;
 - (l) “the Ministry” means the Ministry of Finance of Niger or any other institution which the Government of Niger may nominate for the purposes of this Annex;
 - (m) “Reference rate” means the average of the rates quoted to the Department by three banks to be agreed upon by the Department and the Ministry at which six-month sterling deposits are offered to those banks by prime banks in the London interbank market at 11 am (London Time) two business days before the commencement of the relevant interest period in each year;

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 1423, p. 000.

- (n) “the Second Agreement” means the Agreement between the Government of the United Kingdom and the Government of Niger on Certain Commercial Debts signed on 7 March 1985;¹
- (o) “the Third Agreement” means the Agreement between the Government of the United Kingdom and the Government of Niger on Certain Commercial Debts signed on 25 September 1986;²
- (p) “United Kingdom” means the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, and for the purposes of Section 1(1)(d) includes the Channel Islands and the Isle of Man.
- (2) All references to interest, excluding contractual interest, shall be to interest accruing from day to day and calculated on the basis of actual days elapsed and a year of 365 days.
- (3) Where the context of this Annex so allows, words importing the singular include the plural and vice versa.
- (4) Unless otherwise indicated, reference to a specified Section shall be construed as a reference to that specified Section of this Annex.
- (5) The headings to the Sections are for ease of reference only.

SECTION 2

The Debt

- (1) The provisions of this Annex shall, subject to the provisions of paragraph (2) of this Section and Article IV paragraph 3 of the Agreed Minute, apply to:
- (a) any amount of principal or of interest payable under the First, Second or Third Agreements which fell due or will fall due during the Consolidation Period and which remains unpaid; and
- (b) any amount, whether of principal or of contractual interest accruing up to Maturity, owed by the Debtor to a Creditor, and which:
- (i) arises under or in relation to a Contract;
 - (ii) fell due or will fall due for payment during the Consolidation Period and remains unpaid;
 - (iii) is guaranteed by the Department as to payment according to the terms of the Contract;
 - (iv) is not expressed by the terms of the Contract to be payable in CFA francs;
 - (v) does not arise from an amount payable upon or as a condition of the cancellation or termination of the Contract; and
 - (vi) does not arise from an amount payable under either of the Agreements between the Government of the United Kingdom and the Government of Niger on Certain Commercial Debts signed on 18 January 1988³ and 5 September 1988.⁴

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 1427, p. 000.

² *Ibid.*, vol. 1555, No. I-27029.

³ *Ibid.*, vol. 1576, No. I-27520.

⁴ *Ibid.*, vol. 1640, No. I-28177.

(2) The Department and the Ministry shall, as soon as possible, agree and draw up a list of Debts ("the Debt List") to which, by virtue of the provisions of this Section, this Annex applies. The Debt List may be reviewed from time to time at the request of the Department or of the Ministry, but shall not be added to or amended without the agreement of both the Department and the Ministry. Delay in the completion of the Debt List shall neither prevent nor delay the implementation of the other provisions of this Annex.

SECTION 3

Payment Under Agreement Numbers 1-3

The provisions of the First, Second and Third Agreements in so far as they relate to the payment of any Debt shall cease to apply upon entry into force of this Agreement.

SECTION 4

Transfer Scheme

The Government of Niger shall pay to the Department in accordance with the provisions of Section 6(1): 100 per cent of each Debt provided for in this Annex by twelve equal and consecutive half-yearly instalments commencing on 31 December 1997.

SECTION 5

Interest

- (1) Interest shall be deemed to have accrued and shall accrue on the unpaid portion of each Debt during, and shall be payable in respect of, the period from Maturity until the settlement of that Debt by payment to the Department in accordance with Section 4.
- (2) The Government of Niger shall be liable for and shall pay to the Department in accordance with the provisions of Section 6(1) and of this Section interest on each Debt to the extent that it has not been settled by payment to the Department in the United Kingdom pursuant to Section 4. Such interest shall be paid to the Department half-yearly on 30 June and 31 December (the "Due Dates") each year commencing on 31 December 1989.
- (3) All interest accruing up to each Due Date payable in accordance with the provisions of this Section shall be paid at the rate of 3.0 per cent below the Reference Rate applicable to each six-monthly interest period commencing from Maturity of the Debt concerned.
- (4) If any amount of interest payable in accordance with the provisions of paragraph (2) of this Section is not paid on the relevant Due Date, interest on such amount of overdue interest at the rate of 0.5 per cent above the Reference Rate shall thereafter become payable and shall accrue from day to day from the relevant Due Date to the date of the receipt of the payment by the Department.

SECTION 6**Payments to the Department**

(1) As and when payments become due under the terms of Sections 4 and 5, the Ministry shall arrange for the necessary amounts, without deduction for taxes, fees, other public charges or any other costs accruing inside or outside Niger, to be paid in sterling to the Department in the United Kingdom to an account, details of which shall be notified by the Department to the Ministry. In this respect the Department shall be regarded as acting as agent for each Creditor concerned.

(2) The Ministry shall give the Department full particulars of the Debts and/or interest to which the transfers relate.

SECTION 7**Exchange of Information**

The Department and the Ministry shall exchange all information required for the implementation of this Annex.

SECTION 8**Other Debt Settlements**

(1) The Government of Niger undertakes to perform its obligations under Article III of the Agreed Minute and agrees to accord to the Government of the United Kingdom terms no less favourable than those agreed with any other creditor country, notwithstanding any provision of this Annex to the contrary.

(2) The provisions of paragraph (1) of this Section shall not apply to matters relating to the payment of interest determined by Section 5.

SECTION 9**Preservation of Rights and Obligations**

This Annex and its implementation shall not affect the rights and obligations of any Creditor under a Contract other than those rights and obligations in respect of which the Government of the United Kingdom is authorised to act respectively on behalf of and to bind such Creditor.

II

*The Minister of Finance of Niger to Her Majesty's Ambassador
(Resident at Abidjan)*

Niamey
6 April 1990

Reference: Debt Agreement No. 6

Excellency,

I have the honour to acknowledge receipt of your Excellency's Note of 8 December 1989 which reads as follows:

[*See note I*]

I have the honour to confirm that the terms and conditions set out in the Annex to your Note are acceptable to the Government of the Republic of Niger and that your Note, together with its Annex, and this reply shall constitute an Agreement between our two Governments in this matter which shall be known as "The United Kingdom/Niger Debt Agreement No. 6 (1988)" and which shall enter into force today.

I have the honour to convey to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

WASSALKE BOUKARI
